

*Initiatives ministérielles*

Bien que certains aient affirmé que cette dette résultait de l'intérêt couru au fil des années, nous savons que ceci est totalement faux.

[Français]

Je termine, en réitérant l'appui de mon parti. Mon parti croit que c'est un pas en avant, un pas dans la bonne direction, mais désire que le gouvernement aille un peu plus loin. On aimerait également que le gouvernement considère la possibilité d'examiner en profondeur, si vous voulez, la charge lourde qu'on a imposée aux hommes et aux femmes d'affaires à cause des règlements gouvernementaux. On aimerait bien aussi que le gouvernement examine le taux de taxe que l'on impose à ces commerces, aussi bien que de s'assurer que dans une société comme la nôtre ces entreprises soient aussi libres que possible de prendre les décisions qui leur incombent afin d'assurer leur santé et leur bien-être.

[Traduction]

Nous désirons appuyer ce projet de loi, car il représente un pas dans la bonne direction. Nous invitons le gouvernement à rechercher d'autres possibilités, par exemple réduire la paperasserie, veiller à ce que les impôts ne soient pas lourds au point de chasser les gens de leurs propres entreprises ou au point de causer des faillites inutiles, phénomène qui a pris des proportions assez graves.

Enfin nous sommes d'avis que les gouvernements, bien qu'ils soient tenus de savoir ce qui se passe dans ce secteur, ne devraient pas intervenir indûment. Il y a des tas de femmes et d'hommes intelligents qui savent comment exploiter une entreprise et qui n'ont pas vraiment besoin de l'aide du gouvernement; en fait, dans certains cas, l'aide gouvernementale pourrait se révéler destructrice.

**M. Jesse Flis (Parkdale—High Park):** Monsieur le Président, j'ai le privilège de prendre part au débat sur le projet de loi C-99, Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Toute ma vie, j'ai fait partie d'une petite entreprise, la première, dans le secteur agricole, en Saskatchewan. Il est grand temps que tous les Canadiens se rendent compte que l'agriculture est une petite ou une moyenne entreprise et, dans certains cas, une grande entreprise. De toute évidence, nous avons une règle pour les agriculteurs qui exploitent une petite ou une moyenne entreprise, et une autre pour les gens de la ville qui exploitent une entreprise.

• (1540)

Après avoir exploité une ferme, ma famille a déménagé en Ontario, où elle a ouvert un petit restaurant. Nous étions sept dans la famille et, avec les trois serveuses que nous avions embauchées, nous travaillions dans notre

petit restaurant baptisé «Lakeview Diner», qui était une entreprise rentable. Nous n'aurions pu y parvenir sans recourir à un prêt. En effet, c'est grâce à un prêt consenti par la banque de l'endroit et à l'argent provenant de la vente de la ferme en Saskatchewan que nous avons pu exploiter cette petite entreprise rentable. Je parle donc en connaissance de cause.

En décembre et en janvier derniers, quand la Chambre ne siégeait pas, j'ai visité de nombreuses entreprises de Parkdale—High Park et, bien sûr, j'étais toujours content quand je visitais une entreprise prospère, qui faisait un meilleur chiffre d'affaires que l'an dernier à pareille date, mais je pouvais les compter sur les doigts d'une main. Partout ailleurs, on m'a demandé: «Quand la récession va-t-elle finir? Qu'est-ce que vous allez faire pour aider les petites entreprises? Nous allons faire faillite. Nous pouvons tenir encore six mois, mais pas plus.»

Je leur ai demandé quel était le problème et quelle aide le gouvernement pouvait offrir, et en règle générale, on m'a répondu: «Si seulement vous pouviez arrêter de nous égorger avec les impôts.» Certains accusaient la TPS, la bureaucratie, la paperasserie et les impôts. D'autres m'ont même dit qu'ils aimeraient mieux qu'une taxe comme la TPS soit dissimulée, de sorte que le client ne voie qu'un seul prix, celui qui paraît sur l'étiquette, au lieu d'avoir affaire à tous ces prix différents.

Malheureusement, alors que tout le monde espérait que 1993 commencerait par une reprise de l'économie, ce n'est pas ce qui se produit. Le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements provinciaux et municipaux devront réfléchir ensemble à la question afin de trouver un moyen d'aider les petites entreprises. C'est pourquoi je voudrais moi aussi souscrire au projet de loi C-99. Je suis pour tout ce qui peut aider les petites entreprises pourvu que le gouvernement accepte, bien entendu, quelques-uns des amendements que nous présentons.

Nous avons toujours dit, et nous l'avons répété à je ne sais combien de reprises, que les petites et moyennes entreprises constituaient la pierre angulaire de notre pays. Elles représentent 80 p. 100 de tous les emplois. Elles donnent aux familles un revenu mais elles ne créent pas des emplois simplement pour les membres de la famille. Pourtant, lorsque vient le temps d'aider les petites entreprises, on se défile.

On parle beaucoup dans cette enceinte d'un nombre croissant de banques d'alimentation à Montréal, Vancouver et Toronto. Que faisons-nous pour essayer d'enrayer ce mal dans notre société? Nous faisons appel à un plus grand nombre de bénévoles et nous versons un peu d'argent ici et là. Si nous voulions vraiment nous débarrasser des banques d'alimentation, nous aiderions les petites entreprises à créer davantage d'emplois. En effet, si les gens avaient du travail, ils n'auraient pas à faire la queue aux banques d'alimentation.